

Le SPGQ réitère sa demande d'enquête publique sur l'industrie de la construction

Le SPGQ invite les membres qui n'ont pas encore signé la pétition Demande d'enquête publique sur l'industrie de la construction à poser ce geste citoyen avant la date limite du 4 février 2010. La pétition peut être signée uniquement par voie électronique en se rendant sur le site de l'Assemblée nationale à l'adresse suivante : <http://tinyurl.com/petition-construction>.

À la lumière des récents reportages concernant le travail au noir dans l'industrie de la construction, le SPGQ a réclamé à nouveau dans un communiqué de presse la tenue d'une enquête publique sur l'ensemble de la situation qui prévaut dans l'industrie de la construction. En effet, les révélations des derniers jours viennent confirmer, si besoin était, que la gangrène qui ronge depuis des années ce secteur d'activité a maintenant pris des proportions endémiques.

La corruption et la fraude ont été érigées en système de telle sorte que des millions de dollars échappent à tout contrôle fiscal et constituent une source faramineuse de gaspillage des fonds publics. En bout de ligne, ce sont les contribuables québécois qui sont pénalisés. « Alors que le gouvernement clame sur tous les toits que les finances publiques sont en crise et que nous courons à la catastrophe, comment peut-il continuer à refuser de tenir une enquête publique sur une situation qui le prive de sommes aussi importantes? C'est bien beau de parler des dépenses, mais il ne faut pas avoir peur de regarder aussi du côté des revenus », a déclaré le président Gilles Dussault.

Seule une enquête publique est à même de faire toute la lumière sur le modus operandi des intervenants du milieu de la construction et de recommander les correctifs appropriés pour assainir cette industrie. Le fait est qu'une commission d'enquête dispose de pouvoirs que ne possèdent pas les forces policières, dont celui de contraindre un témoin à témoigner. De plus, les policiers ne peuvent qu'enquêter sur des cas individuels et, par conséquent, ne sont pas en mesure de contrer un problème devenu systémique.

Faisons entendre notre voix en signant en grand nombre la pétition.

